Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

QUIMPERLÉ
KEMPERLE

Extrait du Registre des Délibérations

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mercredi 17 février 2021 à 18 heures

Le Conseil Municipal, convoqué par courrier en date du 10 février 2021, s'est réuni salle Laïta, Espace Benoîte Groult, Avenue du Coat-Kaër, sous la présidence de M. Michaël QUERNEZ, Maire.

Etaient présents :
Danièle Kha, Patrick Tanguy, Danièle Brochu, Michel Forget, Marie-Madeleine Bergot, Gérard Jambou, Pascale Douineau, Pierrick Le Guirrinec, Nadine Constantino, Stéphanie Mingant, Manuel Pottier, Isabelle Baltus, Yves Schryve, Morgane Côme, David Le Doussal, Emilie Cerisay, Frédérique Dieter-Pustoc'h, Jean-Pierre Moing, Yvette Metzger, Ronan Gouerec, Isabelle Le Douaron, Arnaud Le Pennec, Sylvana Macis, Eric Saintilan, Michel Tobie, Anne Daniel, Sylvain Victorin-Savin, Alain Kerhervé.

Pouvoirs :
Eric Alagon a donné pouvoir à Pierrick Le Guirrinec
Christophe Couic a donné pouvoir à Stéphanie Mingant
Yvette Metzger a donné pouvoir à Marie-Madeleine Bergot à partir de 22 heures
Pierre Guillon a donné pouvoir à Danièle Brochu
Sonia Ollivier a donné pouvoir à Eric Saintilan

Nombre de conseillers présents ou représentés : 33

Secrétaire de séance : Jean-Pierre Moing

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

2. RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Exposé :

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre. Il fait l'objet d'une publication ».
L'examen du rapport sur les orientations budgétaires permet à l'assemblée délibérante :

- d'être informée sur la situation financière propre de la collectivité ;
- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités affichées au budget ;
- de prendre connaissance des perspectives en matière de réalisation du plan de mandat.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la commune.

I) LE CONTEXTE NATIONAL

LOI DE FINANCES 2021

La loi de finances pour 2021 est largement consacrée à la relance de l'économie. Elle déploie le plan "France relance" de 100 milliards d'euros annoncé en septembre 2020, pour répondre à la récession provoquée par l'épidémie de Covid-19. Elle acte la baisse des impôts dits "de production" pour les entreprises. Elle contient également 20 milliards d'euros de dépenses d'urgence pour les secteurs les plus touchés par la crise (restauration, événementiel, loisirs, sport, soutien au secteur de la montagne ...) et les jeunes.

⇨ Les prévisions sur la croissance, le déficit et les dépenses publiques

Ces prévisions ont été revues par le gouvernement au cours de la discussion budgétaire, en raison de la deuxième vague d'épidémie de Covid-19 et du deuxième confinement. Pour 2021, la loi de finances table sur une prévision de croissance de +6%, un **déficit public à 8,5%** du PIB (après 11,3% en 2020) et une **dette publique à 122,4%** du PIB (après 119,8% en 2020).

⇨ L'essentiel des mesures du budget 2021

- ***Les mesures en faveur de la croissance verte***

Pour la première fois, la loi de finances est présentée selon des critères environnementaux. Plusieurs milliards d'euros de dépenses vertes sont budgétés notamment pour la **rénovation énergétique des bâtiments** publics et privés (élargissement de la prime "MaPrimeRénov'", crédit d'impôt pour les entreprises...), la décarbonisation de l'industrie ou le développement de l'hydrogène. Une série de mesures intéressent les **mobilités**. Les barèmes du bonus écologique pour les véhicules électriques neufs sont abaissés en juillet 2021, puis en janvier 2022. La prime à la conversion évolue aux mêmes dates. Un nouveau crédit d'impôt pour l'installation de borne de recharge d'un véhicule électrique est créé, dans le contexte de la disparition du crédit d'impôt pour

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

la transition énergétique (CITE) au 31 décembre 2020. Sur amendement du gouvernement, un **malus automobile lié au poids du véhicule** (à partir de 1,8 tonne) est instauré à partir de 2022. Le **malus auto sur les véhicules les plus émetteurs de CO2** est, par, ailleurs, renforcé mais sur trois ans. À l'initiative des députés, le plafond du forfait mobilités durables déductible de l'impôt sur le revenu (institué par la loi d'orientation des mobilités en 2020) est relevé de 400 à 500 euros.

Sur amendement du Sénat, un crédit d'impôt destiné à encourager les entreprises agricoles à sortir du glyphosate sur 2021 et 2022 est mis en place.

- ***Les mesures pour renforcer la compétitivité des entreprises***

De nombreuses mesures soutiennent les entreprises. Les **impôts de production** (pesant sur la masse salariale, l'investissement, le capital productif notamment) **sont réduits de 10 milliards d'euros** à partir du 1er janvier 2021, de façon pérenne. Cette baisse s'accompagne de l'obligation pour les entreprises de plus de 50 salariés de produire avant fin 2022 certains indicateurs en matière de transparence de leur démarche écologique, de parité et de gouvernance.

La baisse de **l'impôt sur les sociétés** est poursuivie, avec l'objectif de ramener le taux à 25% en 2022. Les TPE/PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) bénéficient de mesures dédiées pour renforcer leurs fonds propres.

7 milliards d'euros de dépenses d'urgence sont mobilisés pour le fonds de solidarité pour les entreprises au moins jusqu'au mois de juin 2021.

- ***Les mesures en faveur de l'emploi et de la cohésion sociale et territoriale***

Afin de prévenir les licenciements économiques, 11 milliards d'euros sont consacrés au dispositif existant de **chômage partiel** et pour l'activité partielle de longue durée (APLD).

Dans le plan de relance, 4 milliards d'euros sont fléchés vers **les jeunes** et leur entrée dans la vie professionnelle (augmentation du nombre de formations qualifiantes, embauches en alternance soutenues...). Des crédits d'urgence sont aussi débloqués (garantie jeunes et bourses).

Pour les plus précaires, des financements sont prévus pour aider les associations de lutte contre la pauvreté. À l'initiative du Sénat, la disposition exceptionnelle adoptée dans la deuxième loi de finances rectificative du 25 avril 2020, qui porte à 1 000 euros la limite de versements retenus dans le cadre du dispositif Coluche, est prolongé d'un an.
Enfin, la baisse des impôts des ménages se poursuit : en 2021, les 20% des ménages les plus aisés vont voir leur taxe d'habitation diminuer d'un tiers. En 2023, la taxe d'habitation doit être supprimée pour tous les ménages.

- ***Les mesures concernant les collectivités locales***

Près de 2,3 milliards d'euros ont été votés pour aider les collectivités locales à compenser leurs pertes financières liées à la crise sanitaire : fonds de stabilité des départements renforcé, nouveaux crédits pour soutenir l'investissement des régions et clause de sauvegarde pour le bloc communal reconduite en 2021 à hauteur de 200 millions d'euros... Cette clause de sauvegarde, prolongée sur amendement des députés, a été mise en place par la troisième loi de finances rectificative du 30 juillet 2020.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

- ***Les autres mesures***

Parmi les autres mesures introduites lors du débat parlementaire, figurent :

- la création d'un **comité national de suivi du plan de relance** auprès du Premier ministre ;
- l'exonération de la TVA sur les tests de dépistage du Covid-19 et sur les vaccins ;
- la suspension jusqu'au 16 février 2021 du jour de carence pour les agents publics arrêtés en raison du Covid-19, comme c'est déjà le cas pour les salariés du privé ;
- la prolongation jusqu'en 2022 du **prêt à taux zéro (PTZ)**, qui favorise l'accession à la propriété d'une résidence principale pour les ménages les plus modestes ;
- la prolongation **du dispositif Pinel**, en faveur de l'investissement résidentiel locatif ;
- la prolongation jusqu'à fin 2021 du taux bonifié à 25% de la réduction d'impôt pour la souscription au capital des PME (IR-PME), appelé aussi "**dispositif Madelin**".

Le tableau suivant résume les principales données de la Loi de Finances à prendre en compte pour la préparation du budget 2021

Hypothèse de croissance pour 2021 selon l'INSEE	Entre +6% et +8% En 2020 : -10%
Loi de programmation financière (2018-2022)	Loi dont les dispositions ont été votées dans la Loi de Finances 2018
Valeurs locatives cadastrales de la taxe sur le foncier bâti et non-bâti	+1,2% pour les locaux d'habitation +1% pour les locaux industriels et commerciaux

II) STATISTIQUES GENERALES de la VILLE DE QUIMPERLE

La démographie :

Année	Naissances	Mariages	Décès *	PACS
2011	149	32	167	
2012	131	29	188	
2013	149	41	169	
2014	121	34	149	
2015	126	45	184	
2016	118	39	176	
2017	110	40	177	18
2018	101	46	159	46
2019	121	31	170	51
2020	101	21	158	32

Décès : décès de personnes domiciliées à Quimperlé

Population légale du 01/01/2016 au 01/01/2021 :

	1/1/2016	1/1/2017	1/1/2018	1/1/2019	01/01/2020	01/01/2021
Population légale	***12 611***	***12 681***	***12 649***	***12 630***	***12 510***	***12 645***
Variation	-96 hab	+70 hab	-32 hab	-19 hab	-120 hab	+135 hab

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

L'urbanisme:

1 - Autorisations accordées pour maisons individuelles et appartements

	2016	2017	2018	2019	2020
Maisons individuelles	49	48	36	41	46
Appartements	33	28	7	18	56

2 - Dossiers déposés

	2016	2017	2018	2019	2020
Permis de construire	61	65	52	80	74
Permis de construire modificatif	11	22	7	15	15
Déclaration de travaux (1)					
Déclaration préalable	198	211	218	179	213
Certificat d'urbanisme	295	276	335	355	378
CU a	266	260	319	331	357
CU b	28	16	16	24	21
Renseignement d'urbanisme (2)					
Dossier sécurité (3)					
Autorisation de travaux	27	50	21	13	10
Lotissement/permis d'aménager :	1	1	1	1	1
Lots créés	*12*	*69*	*0*	*1*	*1*
nombre de logements dans îlots	*40*	*76*	*0*	*0*	
Lotissement/permis d'aménager modificatif	0	0	1	0	0
Permis de démolir	7	6	4	1	3
Autorisation spéciale AVAP/ZPPAUP (5)	3	0	0	0	0
Déclaration d'intention d'aliéner	197	201	230	255	241
TOTAL	**800**	**832**	**869**	**899**	**935**

Les effectifs scolaires

Effectif scolaire des écoles publiques par origine géographique des enfants :

	2016	2017	2018	2019	2020
Maternelle Quimperlois	307	298	286	262	246
Maternelle Non Quimperlois	33	35	34	26	24
Elementaire Quimperlois	520	492	464	479	439
Elementaire Non Quimperlois	89	94	112	78	91
TOTAL	**949**	**919**	**896**	**845**	**800**

Effectif scolaire des écoles privées par origine géographique des enfants (hors effectif de l'IME):

	2016	2017	2018	2019	2020
Maternelle Quimperlois	133	118	122	112	101
Maternelle Non Quimperlois	69	73	71	76	70
Elementaire Quimperlois	196	202	201	197	198
Elementaire Non Quimperlois	144	141	136	164	149
TOTAL	**542**	**534**	**530**	**549**	**518**

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

III) LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE QUIMPERLE

3-1 Les principaux indicateurs du budget principal en 2020 (Compte administratif 2020 provisoire)

L'analyse financière met en évidence les principaux indicateurs de gestion : épargne de gestion, autofinancement net et endettement.

L'épargne de gestion permet de faire apparaître le résultat des opérations de gestion sans tenir compte du poids des charges financières.

Elle correspond au solde des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts d'emprunts.

Ce solde atteint **2 092 120€** (contre 2 292 492€ en 2019)

L'exercice budgétaire 2020, budget singulier, a été fortement impacté par la crise sanitaire, à hauteur de 126 000€.

L'épargne brute, obtenue après déduction du paiement des intérêts de la dette du solde de l'épargne de gestion, est de **1 917 557€** (contre **2 098 183€** en 2019). Elle représente 14,44% des recettes réelles de fonctionnement.

L'épargne nette, représentant l'autofinancement dégagé après remboursement du capital des emprunts, est de **639 226€** pour 2020 (812 738€ en 2019).

Au 31/12/2020, la capacité de remboursement de la dette se maintient à hauteur de **6 années** (encours de dette / épargne brute).

EPARGNE DE GESTION et AUTOFINANCEMENT (K€)

(source REGARD)	2018	2019	2020
RRF	13 895	13 796	13 277
DRF (hors intérêts)	11 693	11 504	11 185
Epargne de gestion	***2 202***	***2 292***	***2 092***
(-) intérêts	-229	-194	-175
Autofinancement brut	***1 973***	***2 098***	***1 917***
(-) capital -article 1641	- 1086	-1 285	- 1 278
Epargne nette (autofinancement)	***887***	***813***	***639***

Le compte administratif 2020 reflète l'année particulière que nous avons connue avec :

- une programmation culturelle reportée, voire annulée

- les activités associatives et sportives perturbées avec l'annulation de manifestations : Raid Ados , Fête de la science, Semaine internationale, Championnat de France de Tennis, Tour de Bretagne cycliste féminin...

-la fermeture des services pendant la 1ère période de confinement générant des économies en dépenses (énergie, carburant, fournitures de repas à la cantine, ...) et des pertes de recettes

-de nouvelles dépenses liées à la lutte contre la pandémie. La Ville a financé l'équivalent de 185 000€ en équipement de protection (dont 37 400€ pour le service d'aide à domicile).

Globalement, l'impact de la crise sanitaire sur les budgets de la Ville et du CCAS est de l'ordre de 192 000€ en 2020 dont 126 000€ pour le seul budget principal.

Dans ce contexte entre 2019 et 2020, alors que les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de -2,89% (- 338 261€), les recettes réelles de fonctionnement baissent de 3,76%(-518 886€), entrainant une dégradation de l'épargne brute.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

- **les charges à caractère général** diminuent de 5,83% entre 2019 et 2020 (-176 989,57€) pour atteindre 2 857 295,41€

Certains postes de dépenses dépassent les prévisions budgétaires ou ont augmenté entre 2019 et 2020 :

- des dépenses de prévention et de réparation des véhicules de la Ville : 113 684,75€ (contre 74 550€ prévu au budget), soit + 39 134,75€
- les achats de produits d'entretien et d'équipement de protection pour lutter contre la COVID : 147 175€

L'augmentation de ces postes est compensée par une baisse de certaines dépenses telles que :

- la fourniture de repas à la restauration scolaire suite à la fermeture des écoles pendant le confinement et la baisse des effectifs (- 45 enfants entre 2019 et 2020).
- les énergies : - 13% entre 2019 et 2020, soit – 72 081,62€. Cette baisse provient de la fermeture des services et d'un report de factures.
- le carburant : -15,56% entre 2019 et 2020, soit -10 346,23€.
- les honoraires, les prestataires, les frais d'annonce et d'insertion liés notamment aux annulations de manifestations ou d'activités : -85 206,84€, soit une baisse de 33,13%

Ces données restent exceptionnelles, reflet du contexte inédit.

- **les charges de personnel** : ces charges augmentent de 0 ,41% (+ 28 936,68€) entre 2019 et 2020 pour atteindre 7 122 457,43€ en 2020.

- **les charges financières** (intérêts des emprunts et intérêts de la ligne de trésorerie) atteignent 172 118,34€ (contre 195 878,50 en 2019).

- **les charges de gestion courante** : d'un montant de 1 028 701,16€ en 2020 contre 1 089 436,84€ en 2019

Ce chapitre comprend notamment :

- les indemnités versées aux élus (184 236,98€)
- les aides financières accordées aux écoles privées et à l'école Diwan :
  - le forfait versé aux écoles privés sous contrat d'association et à l'école Diwan correspondant à 590€ par enfant quimperlois (189 207€)
  - l'aide à la fourniture de repas versée aux écoles privées : 20 513,24€ (contre 27 995,36€ en 2019)
- la subvention d'équilibre versée au CCAS : 305 000€
- les subventions versées aux associations que la Ville a maintenues malgré la crise sanitaire : 308 609,20€ (contre 312 227€ en 2019).

- **une baisse des recettes réelles de fonctionnement de 3,76% (-518 886€). En 2020, elles atteignent 13 277 437€**

La baisse des recettes de fonctionnement provient essentiellement :

- des conséquences de la crise sanitaire sur le fonctionnement des services.

La fermeture des services (cantine- scolaire, garderie péri-scolaire) ou l'annulation de manifestations ou d'activités et les remises gracieuses accordées aux commerçants impactés par la crise ont entraîné une perte de recettes évaluée à 171 450€.

- de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat qui diminue de 47 313€ passant de 667 376€ en 2019 à 620 063€ en 2020
- de la baisse des remboursements de l'assurance statutaire de 191 002,13€ entre 2019 et 2020.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

- de la baisse des recettes exceptionnelles. En 2019, suite au transfert de la compétence Eau et Assainissement, des écritures de régularisation ont été effectuées entraînant une recette exceptionnelle de 119 295,70€ pour la Ville.

Cependant, en 2020, la Ville a encaissé des recettes supplémentaires telles que :

- les recettes provenant des transactions immobilières. Le montant des droits de mutation est passé de 375 693,97€ en 2019 à 457 113,77€ en 2020, soit une hausse de 21%.

  Cette recette est très dynamique depuis 2016, puisqu'elle passée de 269 841€ en 2016 à 457 113,77€ en 2020, soit +70% en 4 ans.

- le produit des impôts locaux dont le montant est de 5 819 225€ en 2020, contre 5 719 357€ en 2019, soit une hausse de 1,75% : + 99 868€(cf détail infra).

3-2- La dette

L'encours de la dette au 31/12/2020 est de 11 313 419€ (11 807 650€ au 31/12/2019).

En 2020, l'annuité totale représente 10,92% des recettes réelles de fonctionnement (contre 10.82% en 2019)

Au cours de cet exercice, la Ville a mobilisé 800 000€ dont 400 000€ provenant du solde de l'emprunt contracté en 2019 et 400 000€ provenant de l'emprunt contracté en 2020

En 2020, la Ville a contracté 1 200 000€ de prêt calculé sur la base d'un taux d'intérêt à taux fixe (0.70) et sur une durée de 20 ans, dont 400 000€ ont été mobilisés.

Evolution de l'annuité de la dette (en K€)

	2016	2017	2018	2019	2020
Annuité	1 335	1 427	1 316	1 479	1 453
Dont intérêts	288	276	230	194	175
Dont capital	1 047	1 151	1 086	1 285	1278
Annuité/RRF	***9,32%***	***10,23%***	***9,50%***	***10,82%***	***10,92%***
Taux d'intérêt moyen	***2,34%***	***2,30%***	***1,78%***	***1,63%***	***1,55%***

Le taux d'intérêt moyen diminue en raison :
*de la structure de l'en-cours de la dette : 50% des prêts de la Ville sont à taux révisable et 50% à taux fixe.
Ceci permet de bénéficier des faibles taux révisables que l'on connaît depuis plusieurs années

Au 25/01/2021, l'OAT 10 ans est -0.397% (contre 0.40% en novembre 2019).

Le nombre d'emprunts en cours est de 19 dont 6 qui s'achèvent pendant la durée du mandat.

En 2021, seul un emprunt est soldé.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

Projection de la dette au 01/01/2021 hors nouveaux emprunts :

TABLEAU PREVISIONNEL au 01/01/2021									
Exercice	Dette en capital au 1er Janvier	Tirage	Amortissement	ICNE N-1	Intérêts	ICNE	Annuité	Dette en capital au 31 Décembre	Charge Intérêts
2021	11 313 418,52	800 000,00	1 288 009,95	46 482,61	169 475,10	44 081,33	1 457 485,05	10 825 408,57	167 073,82
2022	10 825 408,57		1 287 638,90	44 081,33	151 508,64	38 541,91	1 439 147,54	9 537 769,67	145 969,22
2023	9 537 769,67		1 286 198,71	38 541,91	129 125,57	32 870,26	1 415 324,28	8 251 570,96	123 453,92
2024	8 251 570,96		1 299 877,83	32 870,26	107 400,92	27 265,21	1 407 278,75	6 951 693,13	101 795,87
2025	6 951 693,13		1 314 100,69	27 265,21	85 607,62	21 223,62	1 399 708,31	5 637 592,44	79 566,03
2026	5 637 592,44		1 054 047,80	21 223,62	64 494,65	15 532,66	1 118 542,45	4 583 544,64	58 803,69
2027	4 583 544,64		965 664,15	15 532,66	50 271,92	9 709,84	1 015 936,07	3 617 880,49	44 449,10
2028	3 617 880,49		807 646,39	9 709,84	36 627,42	3 823,73	844 273,81	2 810 234,10	30 741,31
2029	2 810 234,10		588 473,56	3 823,73	23 921,47	2 795,03	612 395,03	2 221 760,54	22 892,77
2030	2 221 760,54		547 274,12	2 795,03	17 581,54	1 917,94	564 855,66	1 674 486,42	16 704,45
2031	1 674 486,42		406 077,36	1 917,94	12 076,97	1 285,03	418 154,33	1 268 409,06	11 444,06

3-3 Les dépenses de personnel

Evolution des charges de personnel (K€ courants) :

	2016	2017	2018	2019	2020
Frais de personnel brutes	7 431	7 209	7 044	7 094	7 122
(-) mise à disposition	-171	-191	-187	-110	-115
(-) atténuations de charges	-121	-155	-159	-321	-130
Total net	7 139	6 863	6 698	6 663	6 877
Evolution	***-0,43%***	***-3,86%***	***-2,40%***	***-0,52%***	***+3,21%***

Evolution des rémunérations et des effectifs

	CA 2016	2017 (1)	2018 (2)	CA 2019 (3)	2020 (4)
Rémunération brut agents titulaires	4 308 818,69€	4 188 733,64€	4 147 708,51€	4 144 560,20€	4 133 916.25
Rémunération brut agents non titulaires	764 137,93€	650 052,19€	638 600,72€	701 150.97€	705 762,64
TOTAL rémunérations brutes	***5 072 956,02€***	***4 838 785,83€***	***4 786 309,23€***	***4 845 711,17€***	***4 839 678,89€***
Evolution de la masse salariale hors charges	***-0,51%***	***-4,62%***	***-1,08%***	***+1,20%***	***-1,12%***
Part de rémunération des non titulaires	***15,06%***	***13,43%***	***13,34%***	***14,47%***	***14,58%***
Masse salariale totale (avec charges + assurances)					

	7 430 938,05€	7 208 666,70€	7 044 136,21€	7 093 520,75€	7 122 457,43€
Tableau des effectifs titulaires : emplois pourvus	187	184	165	167	165
Tableau des effectifs non titulaires : emplois pourvus	26	5	1	3	5
TOTAL EFFECTIFS	***213***	***189***	***166***	***170***	***170***
Part des non titulaires dans les effectifs	***12.20%***	***2.65%***	***0.06%***		

(1) Extrait du tableau des effectifs au 15/02/2018
(2) Extrait du tableau des effectifs au 01/01/2019
(3) Extrait du tableau des effectifs au 01/01/2020
(4) Extrait du tableau des effectifs au 01/01/2021

L'exercice 2020 se conclut par une quasi-stabilité des dépenses de personnel, + 28 936.68 € (+0.4%), dans la continuité de la variation constatée fin 2019 (Variation de + 0.72%).

Le fonctionnement des services de la Ville a été fortement impacté par la crise sanitaire, avec des conséquences sur la masse salariale :

- Un moindre recours aux agents contractuels saisonniers lié à la dégradation de l'activité des services (activités jeunesse et culturelle en particulier), avec un impact évalué à - 43 000 €,
- Le renforcement des services intervenant dans les services scolaires, périscolaires et les équipements mis à disposition des associations et clubs sportifs pour répondre aux impératifs sanitaires compensé par une diminution marquée de l'absentéisme pour raison de santé,
- Une sécurisation des situations individuelles des agents contractuels et le versement d'une prime exceptionnelle lors du 1er confinement au printemps 2020.
- Le bilan global fait ressortir un coût net de 6 000 €.

La masse salariale a également été impactée par un effort d'amélioration du pouvoir d'achat et de la protection sociale des agents et de dé-précarisation (augmentation des quotités de temps de travail pour 10 agents à temps non complet).

Les efforts d'optimisation des organisations de service, les effets noria liés aux départs en retraite et la réduction marquée de l'absentéisme pour raison de santé permettent une quasi-stabilité de la masse salariale, sur l'exercice.

Les charges nettes progressent cependant de 3%, mais cette hausse est liée d'une part à une régularisation de versements d'indemnités journalières au titre des garanties sur les risques statutaires en 2019 ; d'autre part, à limitation de ces garanties (uniquement accidents de travail maladie professionnelle) depuis le 1er janvier 2020, suite à la remise en question du cont d'assurance.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

3-4 La Fiscalité

Le produit fiscal perçu en 2020 s'élève à 10 171 614€ et se décompose comme suit :

- 5 819 225€ au titre des impôts ménages de la commune dont 12 726€ de rôle supplémentaire :

- 298 833€ au titre des compensations correspondantes versées par l'Etat

- 4 053 556 € au titre des dotations intercommunales dont : 3 506 196€ au titre de l'attribution de compensation, 517 072€ au titre de la dotation de solidarité communautaire et 30 288€ au titre du FPIC (Fonds de péréquation intercommunal et communal) versés par Quimperlé Communauté.

Bases et taux d'imposition :

Bases (K€)	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Taxe d'habitation dont résidences secondaires	16 270 *(845)*	16 380 *(865)*	16 553 *(888)*	17 199 *(1 022)*	17 529 *(1 062)*
Taxe s/foncier bâti	18 527	18 926	19 380	19 859	20 185
Taxe s/foncier non bâti	116	116	119	122	124
Total des Bases nettes	**34 913**	**35 422**	**36 052** *(+1,78%)*	**37 180** **(3,13%)**	**37 838** **(+1,77%)**

Globalement, les bases servant au calcul des impôts locaux ont augmenté de 1,77% entre 2019 et 2020.

Détail de la fiscalité (K€ courants) : produits encaissés :

Montants encaissés	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Fiscalité	**10 507**	**10 369**	**10 400**	**10 114**	**10 172**
Dont produit fiscal y compris rôle supplémentaire	5 394	5 450	5 553	5 719	5 819
Dont compensations issues des impôts locaux	210	281	276	287	299
Dont compensations intercommunales et FPIC	4 903	4 638	4 571	4 108	4 054

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

IV) LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES en 2021 : BUDGET PRINCIPAL

Les orientations budgétaires proposées pour l'année 2021, s'inscrivent dans une approche prospective, avec comme horizon la durée du mandat municipal.

Dans le contexte d'une crise sanitaire, économique et sociale inédite, la Ville de Quimperlé doit répondre à trois enjeux majeurs :

- Développer un programme d'investissements structurants dans un contexte de mise en œuvre du plan de relance et de redéfinition des politiques de cofinancement par l'Etat, la Région et le Département.
- Continuer à apporter une réponse la plus adaptée à la demande quotidienne de services publics de proximité en termes de cadre de vie, de sécurité, de solidarités, de lien social, d'activités sportives, culturelles, ...
- Maîtriser son niveau de dépense publique.

A la lumière de ces enjeux, la préparation du budget 2021 et les projections pour toute la durée du mandat municipal sont bâties autour des objectifs suivants :

- Une progression des recettes de fonctionnement soutenue principalement par une croissance régulière des bases fiscales,
- Une maîtrise absolue des dépenses de gestion courante et de la masse salariale,
- Un niveau de cofinancement optimisé des investissements structurants.

Cette triple exigence permet de proposer **un programme d'investissements décliné autour de 5 piliers** épousant à la fois les enjeux de développement de la Ville et les priorités de soutien aux politiques publiques locales exprimées par l'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre contractualisée du plan France relance, et par la Région et le Département dans le cadre des nouvelles contractualisations en cours de construction :

- **La redynamisation du centre de ville**
- **Les services de proximité**
- **La transition énergétique et environnementale**
- **Les mobilités**
- **La biodiversité**

4-1 Une progression des recettes de fonctionnement soutenue principalement par une croissance régulière des bases fiscales,

Fiscalité directe et autres recettes fiscales

*La fiscalité directe et les compensations fiscales versées par l'Etat (sous réserve de la notification)

A partir de 2021, la Ville est impactée par 2 réformes fiscales :

❖ Taxe d'habitation

- Pour rappel, depuis 2020, 80% des contribuables sont dégrevés de la taxe d'habitation.
- A compter de 2021, les collectivités seront compensées à l'euro près sur la base des taux de fiscalité de 2017 par un transfert de la part départementale de la taxe foncière sur le foncier bâti.
  Ainsi le taux de taxe foncière sur le bâti communal passe de 15,50% à 31,47%

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

- A compter de 2023, et sous réserve de nouvelles dispositions, le dégrèvement de la taxe d'habitation sur les résidences principales devrait concerner tous les contribuables

- Le taux de taxe d'habitation est figé jusqu'en 2023. A compter de cette date, seules les résidences secondaires seront redevables de la taxe d'habitation.
  A Quimperlé, en 2020, cette recette représente 6% du produit de la taxe d'habitation, soit 157 800€ (sur 2 629 344€)

- Mise en place d'un coefficient correcteur neutralisant les surcompensations ou sous-compensations

❖ Taxe foncière sur le bâti

- L'article 29 de la loi de Finances 2021 prévoit de diviser par deux les bases de taxe foncière et de CFE (cotisation foncière des entreprises) des établissements industriels.

Cette mesure est compensée par l'Etat sur la base du taux de taxe foncière appliqué en 2020 par la Commune et le Département (soit 31,47%).
En 2021, Ces bases représentent pour Quimperlé 2 868 797€ (contre 5 630 205€ en 2020)
Cette compensation représente pour Quimperlé un montant estimé à 902 000€ en 2021

Les collectivités perdent une nouvelle fois une partie de la dynamique fiscale sur leur territoire puisque toute évolution des bases supprimées ne leur sera plus profitable.

Sur le plan budgétaire, à court terme, ces mesures sont neutres pour la Ville car ces meures sont compensées mais entraînent une modification des bases taxées directement aux contribuables.

Bases (K€)	**2020**	**2021 (prévision)**
Taxe d'habitation (dont bases des résidences secondaires)	17 529K€ (1 022K€)	 (1 062K€)
Taxe sur le foncier bâti	20 184K€	17 615K€
Taxe sur le foncier non bâti	124K€	124K€
Total	**37 837K€**	**18 801K€**

Après application du coefficient de revalorisation des bases fiscales du foncier bâti de +1.2% et de taxe d'habitation de +1%, il est prévu une hausse de 1,61% de l'ensemble des bases, ce qui porterait une hausse des recettes issues des impôts locaux de 91 655€ (hors rôle supplémentaire).

Par ailleurs, les compensations fiscales versées par l'Etat passent de 298 452€ à 913 489€ (dont 902 000€ compensant la diminution par 2 des bases de taxe foncière des entreprises industrielles).

- L'article 29 de la loi de Finances 2021 prévoit également de diviser de moitié la CFE (cotisation foncière des entreprises) des établissements industriels ; recette perçue par la Communauté d'agglomération.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

*Les dotations intercommunales

Les relations financières entre Quimperlé Communauté et les communes se traduisent principalement en recettes de fonctionnement, avec en particulier l'attribution de compensation (AC) et la dotation de solidarité intercommunale (DSC), mais aussi en dépenses avec le financement des services mutualisés.

Ces relations financières vont être réinterrogées au cours de l'année 2021, dans le cadre de la révision du pacte financier et fiscal du territoire, sans toutefois que les équilibres actuels soient remis en cause.

Dans ce contexte, et dans l'attente de l'actualisation du pacte financier et fiscal, la construction du budget 2021 intègre une stabilité des dotations intercommunales.

Les montants de l'attribution de compensation (AC) et de la dotation de solidarité intercommunale (DSC) doivent évoluer comme suit :

K €	2016	2017	2018	2019	2020	2021
AC	4 259	3 962	3 942	3 506	3 506	3 506
DSC	527	573	537	535	517	519
TOTAL	**4 786**	**4 535**	**4479**	**4041**	**4 023**	**4 025**

-Le Fonds de péréquation intercommunal (FPIC) créé par la loi de finances 2012 permet de réduire les inégalités entre les collectivités en prélevant une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour les reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Bénéficiaire de cette recette jusqu'en 2015 (133 433€), le territoire de Quimperlé communauté a, depuis 2016, perdu ce fonds.

2019 devait être la dernière année de lissage de cette perte de recette, mais un amendement a prorogé le dispositif en 2020 dans la cadre du Projet de Loi de Finances 2020.

En 2021, la Ville ne recevra plus le FPIC.

Ainsi :

K €	**CA 2020**	**Prévisions 2021**
Produits des impôts locaux	5 819K€ (dont 13K€ de rôle supplémentaire)	5 292K€ (dont 10K€ de rôle supplémentaire)
Compensations de l'Etat sur les impôts locaux	299K€	913K€
Dotations intercommunales	4 023K€	4 025K€
FPIC	30K€	
TOTAL	**10 171K€**	**10 230K€**

⇨ Après prise en compte des compensations fiscales de l'Etat, les produits issus des produits locaux devraient être quasiment stables entre 2020 et 2021.

*Les autres taxes et impôts locaux :

- Pour ce qui concerne **les droits de mutation**, compte tenu des sommes encaissées depuis 2016, il est prévu une enveloppe de 420 000€ en 2021 (CA 2020 : 457 114€)
- **La taxe locale sur les publicités extérieures** (TLPE), a généré en 2020 une recette de 128 684,20€.
  En 2021, il est prévu de maintenir cette recette à hauteur de 128 000€.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

- **La taxe communale sur la consommation finale sur l'électricité (TCCFE)** génère une recette d'environ 265 000€/an.
- **La taxe d'aménagement** : la recette attendue en 2021 est de 60 000€
- **Le produit des amendes de police** : 65 000€ (CA 2020 : 67 764€)

▸ **Dotations versées par l'Etat**

✓ *Dotation globale de fonctionnement* (dotation forfaitaire-DSU-DNP) : DGF

	2020	2021
Dotation forfaitaire	369 253€	344 907€
Dotation de solidarité urbaine	161 165€	165 887€
Dotation Nationale de péréquation	89 645€	92 806€
Total DGF	**620 063€**	**603 600€**

✓ *Le FCTVA* : le montant prévu en 2021 est de 430 000€ : 14 000€ affectés en recettes de fonctionnement et 416 000€ imputés en recettes d'investissement.

▸ **Evolution des autres recettes de fonctionnement**

❖ Le produit des locations immobilières se maintient à hauteur de 180 000€.

❖ Les recettes issues de la tarification des services gérés en régie seront de 508 300€.

❖ La refacturation à Quimperlé Communauté de charges suite au transfert de compétences : 126 700 €.

Ces refacturations concernent les mises à disposition de personnel et les dépenses nécessaires à l'entretien des équipements mis à disposition ou transférés à Quimperlé Communauté :

*le conservatoire de musique et de danse
*l'aire d'accueil des gens du voyage
*les zones d'activités d'intérêt communautaire
*la base de canoë-kayak de Saint Nicolas
*la mise à disposition du Directeur du Pôle Bâtiment
*la mutualisation du service marchés publics
*l'entretien de l'office du tourisme et du PAD
*l'achat de fournitures pour le service Eau et Assainissement

❖ La refacturation au CCAS de la mise à disposition du service ressources de la Ville dans le cadre de la mutualisation des services : 45 000€

4-2 Une maîtrise absolue des dépenses de gestion courante et de la masse salariale,

➢ *Les charges de personnel* :

Rappel :

	2016	2017	2018	2019	2020
Montant (évolution)	7 430 938,25€ **(-0,19%)**	7 208 666,70€ **(-2,99%)**	7 044 136,21€ **(-2,28%)**	7 093 520,75€ **(+0,70%)**	7 122 457,43€ **(+0.40%)**

La prévision de masse salariale s'inscrit dans une trajectoire de maîtrise absolue de ces dépenses, avec un **volume de dépense stabilisé autour de 7 300 000 €**, sur le tout le mandat.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

Les effets de noria liés aux départs en retraite, les efforts d'optimisation des emplois devront financer les avancements de carrière, la valorisation des compétences et les besoins de nouveaux postes.

Les prévisions pour l'exercice 2021 progressent d'1.5% par rapport au budget primitif 2020 : + 112 000 €.

La construction du budget 2021 doit intégrer comme chaque année des mesures réglementaires et les avancements de carrière :

- La poursuite de la mise en œuvre de l'accord PPCR et les avancements de carrière, pour un coût estimé à 70 000 €,
- L'application de mesure règlementaire sur les indemnités de fin de contrat estimée à 12 000 €.

Les prévisions de masse salariale intègrent également :

- Un effort de maintien dans l'emploi, avec la réintégration d'agents en retour de longue maladie,
- La montée en compétence sur certains postes (communication, médiation culturelle, responsable des sports)
- L'impact du mouvement de dé-précarisation engagé au 2nd semestre 2020,
- L'impact de la crise sanitaire au regard des besoins constatés en ce début d'année

➢ *Les charges de fonctionnement courantes (ou charges à caractère général)*: 2 995 000€ au BP 2021

Cette catégorie de dépense représente 27% des dépenses réelles de fonctionnement.
Elle comprend les interventions incompressibles pour permettre le bon fonctionnement des services publics assurés par la Ville (achats de fournitures, prestations de service,...).

La prévision de ces dépenses courantes s'inscrit dans une trajectoire de maîtrise absolue, avec un **volume de charges stabilisé** sur le tout le mandat.

Depuis 2014, ces dépenses ont en moyenne diminué de 3,50%/an, soit une baisse de 115 000€ en moyenne par an depuis 2014.
Ce poste est passé de 3 545 849,96€ en 2014 à 3 034 284,98€ en 2019. En 2020, année particulière, le montant de ces charges est de 2 857 295,41€.

Pour 2021, il est à nouveau prévu de **maintenir le budget à 3 000 000€ maximum**, soit -1,29% par rapport à 2019, qui paraît être l'année de référence.

➢ *Les autres charges de gestion courante* : (1 017 000€ en 2021 contre 1 068 000€ prévu en 2020)

Cette catégorie de dépenses intègre principalement les indemnités versées aux élus, le soutien aux associations, aux établissements scolaires privés et au CCAS. Elle représente environ 8 à 9% des charges de fonctionnement.

Le soutien au secteur associatif est confirmé, avec une enveloppe de subventions prévues à hauteur de 320 000€.

La subvention d'équilibre versée au CCAS est de 253 000€ (contre 305 000€ en 2020) pour tenir compte du soutien financier apporté par le Conseil Départemental dans le contexte de crise sanitaire.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

Par décision du 7 décembre dernier, la commission permanente du Conseil Départemental soutient financièrement les services d'aide à domicile du secteur privé et public en couvrant les déficits antérieurs constatés par ces services.

Ainsi, le SAAD de la Ville de Quimperlé recevra 108 778,54€ du Conseil Départemental que le budget principal de la Ville a couvert jusque- là en versant une subvention de 52 000€/an au SAAD.

Ceci permet de réduire d'autant la subvention d'équilibre versée par la Ville pour récupérer les sommes versées auparavant.

4-3 **Une annuité de la dette maîtrisée**

La maîtrise des dépenses de fonctionnement, la recherche des sources de financement (subventions et cessions immobilières) permettent de limiter le recours à l'emprunt.

Compte tenu de ces éléments, l'annuité de la dette sera en 2021 de 1 475 000€ répartis entre les charges d'intérêts à hauteur de 175 000€ et le capital des emprunts d'un montant de 1 300 000€.

Au 31/12/2020, l'encours de la dette est de 11 313 419€.

4-4 **La nécessité de repenser la programmation des investissements structurants afin d'optimiser leur cofinancement**

La Ville de Quimperlé ne peut financer ses nouveaux projets sans soutien des autres Collectivités : Etat, Région, Département et Intercommunalité
Sur les exercices 2014 à 2020, soir 7 ans : 20 M€ HT de dépenses d'investissement, cofinancées à hauteur de 6 M€, soit un taux de 30%.

L'année 2021 est marquée par une révision des modes de cofinancement des politiques publiques territoriales par l'Etat, la Région et le Département.

La démarche de contractualisation se généralise, avec la création des Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) pour les cofinancements Etat, déclinaison territorialisée du plan France relance de septembre 2020.

Les CRTE regrouperont les dotations d'investissement aux communes, intégreront les programmes mis en œuvre par le gouvernement au profit des territoires, et notamment :

- France Services
- Opérations de Revitalisation des Territoires
- Petites Villes de demain
- Contrat Local de Santé

Ces contrats devront être signés pour le 30 juin 2021 sur chaque territoire.

Avant fin 2021, des Accords de Territoires Solidaires seront conclus entre les intercommunalités et le Département.

A cette échéance, la Région conclura également un pacte d'engagement dans les transitions avec chaque territoire.

Outre le point commun du calendrier, ces nouvelles contractualisations se caractérisent par une méthode similaire de construction qui s'appuie sur le périmètre intercommunal et le projet de territoire, une approche pluriannuelle sur les 5-6 prochaines années.

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

Les mêmes priorités ressortent, avec comme seule limite les champs de compétences spécifiques Département et Région : **l'accompagnement des transitions solidaires et écologiques**

Le plan France relance s'inscrit en toile de fond de la construction des nouveaux contrats, apportant un concours renforcé de l'Etat aux politiques publiques locales sur les 2 ans qui viennent.

Parallèlement à l'élaboration des nouveaux contrats, la construction des politiques publiques locales est jalonnée par de multiples appels à projets, la plupart directement liés à la mise en œuvre du plan France Relance.

Ce contexte impose de refondre l'architecture, mais aussi la temporalité de mise en œuvre du programme d'investissements structurants autour de 5 piliers :

- La redynamisation du centre de ville
- Les services de proximité
- La transition énergétique et environnementale
- Les mobilités
- La biodiversité

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

V- PROSPECTIVE FINANCIERE-

5-1 Prospective financière (2021-2026)

DEPENSES d'INVESTISSEMENT :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (€)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	CUMUL 2021/2026 TTC
REDYNAMISATION DU CENTRE VILLE	**847 972**	**255 600**	**1 296 637**	**1 034 760**	**25 000**	**0**	**3 459 969**
CHAPELLE DES URSULINES : TRAVAUX D'URGENCE - ETUDES DENDROCHRONOLIQUE ET DIAGNOSTIC	28 657						**28 657**
HOPITAL FREMEUR : DEFINITION D'UN PROGRAMME SCIENTIFIQUE CULTUREL					25 000		**25 000**
LES HALLES : ETUDES	15 000	15 000					**30 000**
PLACE HERVO : LOGEMENTS ET COMMERCES	100 000	100 000	277 000	26 000			**503 000**
RUE BREMOND D'ARS-RUE DE LA PAIX-REAMENAGEMENT DU PARKING DE LA PLACE SAINT COLOMBAN	330 600		88 400	476 960			**895 960**
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE-AMENAGEMENT DES ABORDS	135 250	43 600	841 300	531 800			**1 551 950**
AMENAGEMENT ABORDS DE LA MSAP ET LE VALLON DU DOURDU - Tranche 2	205 645	97 000					**302 645**
RESIDENCE INCLUSIVE-RUE LEURIOU : SALLE ASSOCIATIVE ET STATIONNEMENT			89 937				**89 937**
ILOT SAINT YVES-ETUDES	8 400						**8 400**
CARREFOUR RUE DE MELLAC : ACQUISITION FONCIERE ET AMENAGEMENT DU CARREFOUR	5 917						**5 917**
HOPITAL FREMEUR et CHAPELLE SAINT EUTROPE-TF et TC	3 103						**3 103**
LE CHEMIN BLEU YANN KERSALE (Solde)	15 400						**15 400**
SERVICES DE PROXIMITE	**3 079 915**	**1 567 203**	**142 805**	**117 920**	**1 392 000**	**2 112 113**	**8 411 956**
RENOVATION DU GYMNASE DE KERJOUANNEAU (marché + voirie)	16 000						**16 000**
MSAP-FRANCE SERVICES	1 425 415						**1 425 415**
REFONTE COMPLEXE TENNISTIQUE (MO et TRAVAUX)	1 147 000	1 170 987					**2 317 987**
RENOVATION DE LA COUR DE KERSQUINE (MO et TRVX)	174 500	74 840					**249 340**
TERRAINS DE SPORT :ETUDES	30 000						**30 000**
AGRANDISSEMENT DU GYMNASE DE KERNEUZEC	12 000	69 376	142 805	117 920	1 392 000	2 112 113	**3 846 214**
LUDOTHEQUE : ACQUISITION ET ETUDES	147 000						**147 000**
IME -AIDE A LA RECONSTRUCTION	128 000	252 000					**380 000**
TRANSITION ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	**661 112**	**437 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 098 112**
CUISINE CENTRALE: ETUDE POUR UN RETOUR EN REGIE	47 500						**47 500**
MAISON DE LA CITOYENNETE,DE LA VIE ASSOCIATIVE ET SPORTIVE : TRAVAUX	161 600						**161 600**
MAISON DE LA SOLIDARITE A KERJEGU : TRAVAUX	142 000						**142 000**
SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER ET ENERGETIQUE- ETUDES	104 000						**104 000**
PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES (ETUDES ET TRAVAUX)	170 000	170 000					**340 000**
SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT LUMIERE -ETUDES	30 000						**30 000**
QUALIPARC :FONDS DE CONCOURS (SOLDE)		267 000					**267 000**
PAPI -PARTICIPATION AUX TRAVAUX	6 012						**6 012**
MOBILITES	**128 812**	**10 000**	**10 000**	**10 000**	**40 000**	**10 000**	**208 812**
PLD-Zone 30	43 912						**43 912**
PLD- SCHEMAS OPERATIONNELS : VELOS ET POIDS LOURDS	48 000						**48 000**
AIDE POUR L'ACHAT DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE	14 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	**64 000**
ENTREE DE VILLE-STANG AN AMAN-ETUDES	20 400						**20 400**
ENTREE DE VILLE-RUE DE PONT AVEN - ETUDES					30 000		**30 000**
ARRETS DE BUS (SOLDE)	2 500						**2 500**
BIODIVERSITE	**40 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**
RENATURATION DES ANCIENNES FONDERIES RIVIERES : ETUDES	30 000						**30 000**
RENATURATION DU SITE SAINT NICOLAS : ETUDES	10 000						**10 000**
PROGRAMMES COURANTS	**2 288 368**	**1 295 000**	**1 295 000**	**1 295 000**	**1 295 000**	**1 295 000**	**8 763 368**
TRAVAUX EN REGIE	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000	**630 000**
PROGRAMMES COURANTS	1 888 530	990 000	990 000	990 000	990 000	990 000	**6 838 530**
RENOVATION DES BATIMENTS COMMUNAUX	170 835	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	**670 835**
RENOVATION DE LA VOIRIE	124 003	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	**624 003**
AC Investissement (Cpt 2046)	70 836	70 836	70 836	70 836	70 836	70 836	**425 016**
Autres dépenses d'investissement	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	**102 000**
Total DI hors dette	**7 134 015**	**3 652 639**	**2 832 278**	**2 545 516**	**2 839 836**	**3 504 949**	**22 509 233**

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

RECETTES D'INVESTISSEMENT :

RECETTES D'INVESTISSEMENT (€)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	CUMUL 2021/2026
REDYNAMISATION DU CENTRE VILLE	**232 124**	**80 000**	**903 000**	**631 556**	**4 167**	**0**	**1 850 847**
CHAPELLE DES URSULINES : TRAVAUX D'URGENCE - ETUDES DENDROCHRONOLIQUE ET DIAGNOSTIC	18 421						**18 421**
HOPITAL FREMEUR : DEFINITION D'UN PROGRAMME SCIENTIFIQUE ET CULTUREL					4 167		**4 167**
PLACE HERVO: LOGEMENTS ET COMMERCES		50 000	303 000				**353 000**
RUE BREMOND D'ARS-RUE DE LA PAIX-REAMENAGEMENT DU PARKING DE LA PLACE SAINT COLOMBAN			300 000	168 000			**468 000**
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE-AMENAGEMENT DES ABORDS			300 000	463 556			**763 556**
AMENAGEMENT ABORDS DE LA MSAP ET LE VALLON DU DOURDU : Tranche 2	100 000	30 000					**130 000**
ORGUE : RESTAURATION	40 474						**40 474**
PIGEONNIER : MACONNERIE	30 000						**30 000**
LE CHEMIN BLEU YANN KERSALE	43 229						**43 229**
SERVICES DE PROXIMITE	**1 670 538**	**345 000**	**0**	**696 968**	**686 968**	**686 968**	**4 086 442**
MSAP-FRANCE SERVICES	1 039 538						**1 039 538**
REFONTE COMPLEXE TENNISTIQUE : (MO+TRAVAUX)	490 000	345 000					**835 000**
RENOVATION DE LA COUR DE KERSQUINE (MO et TRVX)	141 000						**141 000**
AGRANDISSEMENT DU GYMNASE DE KERNEUZEC				696 968	686 968	686 968	**2 070 904**
TRANSITION ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	**180 896**	**153 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**333 896**
CUISINE CENTRALE: ETUDE POUR LE RETOUR EN REGIE	7 896						**7 896**
MAISON DE LA CITOYENNETE, DE LA VIE ASSOCIATIVE ET SPORTIVE : TRAVAUX	31 000						**31 000**
MAISON DE LA SOLIDARITE A KERJEGU : TRAVAUX		47 000					**47 000**
PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	120 000	106 000					**226 000**
SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER ET ENERGETIQUE-ETUDES	22 000						**22 000**
MOBILITES	**50 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**50 000**
PLD-ZONE 30	50 000						**50 000**
PROGRAMMES COURANTS	**178 557**	**97 800**	**75 000**	**75 000**	**75 000**	**75 000**	**576 357**
PROGRAMMES COURANTS	178 557	97 800	75 000	75 000	75 000	75 000	**576 357**
TOTAL SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS	**2 312 115**	**675 800**	**978 000**	**1 403 524**	**766 135**	**761 968**	**6 897 542**
AMENDES DE POLICE	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	65 000	**390 000**
FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA (FCTVA)	416 095	395 556	960 977	524 079	406 295	362 252	**3 065 254**
TAXE D'AMENAGEMENT	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	**360 000**
PRODUITS DE CESSIONS ET AUTRES	151 500	30 000	30 000	150 465	30 000	30 000	**421 965**
RECETTES D'INVESTISSEMENT - AUTRES	**692 595**	**550 556**	**1 115 977**	**799 544**	**561 295**	**517 252**	**4 237 219**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNTS	**3 004 710**	**1 226 356**	**2 093 977**	**2 203 068**	**1 327 430**	**1 279 220**	**11 134 761**

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

5-2 Epargne

AUTOFINANCEMENT	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Evº Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits de Fonctionnement	13 277 437	13 306 691	13 345 847	13 431 908	13 546 828	13 667 761	13 796 849
Evºnominale Charges fct courant strictes	-1,8%	2,7%	0,2%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
Ch. de Fonctionnement larges	12 638 210	12 877 148	13 043 932	13 128 103	13 171 814	13 164 642	12 940 363
AUTOFINANCEMENT	639 226	429 544	301 916	303 805	375 014	503 119	856 485
Rec.Inv. hs Emprunt	871 227	3 004 710	1 226 356	2 093 977	2 203 068	1 327 430	1 279 220
Dép Inv. hs Dette	3 153 542	7 134 014	3 652 639	2 832 278	2 545 516	2 839 836	3 504 949
Emprunt	800 000	3 699 761	2 124 367	434 496	0	1 009 287	1 369 244

Variables de pilotage	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de désendettement : Encours corrigé (31.12) / Ep brute	5,9	8,2	8,4	7,4	6,2	5,5	5,1

Envoyé en préfecture le 24/02/2021
Reçu en préfecture le 24/02/2021
Affiché le
ID : 029-212902332-20210217-172212-DE

VI) LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES en 2021 des BUDGETS ANNEXES

6-1 Budget annexe – Cinéma :

Au titre de 2020, ce budget dégage un déficit prévisionnel de 143 450 ,19€ réparti comme suit :

- excédent d'exploitation : 340,44€
- excédent d'investissement : 62 520,53€

En 2020, la Ville a réalisé des travaux au Cinéma

- le remplacement de la caisse informatique : 2 144€
- le remplacement de la centrale incendie : 4 645,41€

Par ailleurs, à la demande de la Trésorerie, une régularisation comptable a été effectuée entre ce budget et le budget principal suite à la renégociation du prêt entraînant une recette sur ce budget et une dépense sur le budget principal d'un montant de 120 024€.

Pour financer les dépenses la Ville, ce budget a encaissé :

* un fonds de concours de Quimperlé Communauté à hauteur de 17 462,91€ suite au remplacement des fauteuils effectués en 2019
* des recettes provenant du CNC suite aux travaux liés à l'exploitation de la salle effectués antérieurement à hauteur de 53 605€.

➢ **Orientations 2021**

Très impacté par la crise sanitaire, ce service présente une structure du budget particulière avec des dépenses et les recettes de fonctionnement moindres que les prévisions 2020.

Pendant la fermeture du cinéma, les agents du service sont redéployés dans certains services de la Ville, notamment pour pallier l'absence d'agents titulaires, ce qui permet de limiter le recours à des agents contractuels.

En investissement, il est proposé une enveloppe de 4 330€ destinée à équiper le hall d'un écran TV pour informer les spectateurs de l'actualité du cinéma et de remplacer un panneau d'affichage.

6-2 Budget annexe : Commerces-place Hervo

L'opération devant démarrer à partir du mois de septembre 2021, il est prévu une enveloppe de 100 000€ pour démarrer le programme qui est estimé à 503 000€ TTC.
A noter que ce budget ne retrace que les travaux concernant la construction des commerces.

Il est pris acte à l'unanimité des orientations budgétaires pour 2021.

Le MAIRE,
Michaël QUERNEZ.